

ATTENDU QU'il est urgent pour les municipalités de L'Anse-Saint-Jean et Ferland-et-Boileau et pour les villes de Chicoutimi, Jonquière, La Baie et Laterrière de procéder aux travaux nécessaires à un rétablissement de leurs services;

ATTENDU QU'en vertu de la Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., c. T-14), les municipalités qui ne disposent pas des crédits nécessaires à cette fin doivent financer ces travaux au moyen d'un règlement d'emprunt qui doit remplir toutes les conditions et formalités requises par la loi relative aux emprunts municipaux;

ATTENDU QUE le Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1) et la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19.1) exigent notamment que les règlements d'emprunt municipaux soient approuvés par le ministre des Affaires municipales et par les personnes habiles à voter de la municipalité;

ATTENDU QUE l'article 7 de la Loi sur les travaux municipaux permet au gouvernement, dans les cas urgents, de permettre aux conseils municipaux de déroger à ses dispositions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales:

QUE, conformément à l'article 7 de la Loi sur les travaux municipaux, les municipalités de L'Anse-Saint-Jean et Ferland-et-Boileau et les villes de Chicoutimi, Jonquière, La Baie et Laterrière puissent, pour financer les travaux municipaux mentionnés à l'annexe du décret 982-96 du 14 août 1996, adopter des règlements d'emprunt qui ne seront pas soumis à l'approbation des personnes habiles à voter.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26189

Gouvernement du Québec

### **Décret 1053-96, 28 août 1996**

CONCERNANT la composition de la délégation du Québec à la Conférence interprovinciale annuelle des ministres chargés des administrations locales qui se tiendra à Saskatoon du 4 au 6 septembre 1996

ATTENDU QUE les ministres chargés des administrations locales se réuniront à Saskatoon du 4 au 6 septembre 1996;

ATTENDU QUE le Québec a intérêt à participer à cette conférence;

ATTENDU QUE l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) prescrit que toute délégation officielle à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE monsieur Jean-Guy Tessier, sous-ministre adjoint au ministère des Affaires municipales, dirige la délégation québécoise lors de la Conférence interprovinciale des ministres chargés des administrations locales qui se tiendra à Saskatoon du 4 au 6 septembre 1996;

QUE cette délégation soit en outre composée de monsieur André Gagnon du ministère des Affaires municipales.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26190

Gouvernement du Québec

### **Décret 1055-96, 28 août 1996**

CONCERNANT des ententes entre la Société de développement économique de la région sherbrookoise et le Bureau fédéral de développement régional (Québec) relativement à un projet d'implantation d'un processus d'amélioration continu (ISO 9000)

ATTENDU QUE le Bureau fédéral de développement régional (Québec) a accepté de verser à la Société de développement économique de la région sherbrookoise une subvention de 66 000 \$ relativement à l'implantation d'un processus d'amélioration continu (ISO 9000);

ATTENDU QUE l'obtention d'une telle subvention nécessite la signature d'ententes entre le Bureau fédéral de développement régional (Québec) et la Société de développement économique de la région sherbrookoise;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), aucune corporation ou aucun organisme dont une municipalité contribue à plus de la moitié du financement ne peut négocier ou conclure une entente avec un gouvernement au Canada, un ministère ou un organisme de ce gouvernement;

ATTENDU QUE le financement de la Société de développement économique de la région sherbrookoise provient à plus de 90 % de municipalités;

ATTENDU QUE l'article 3.13 de cette même loi permet cependant au gouvernement, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, d'exclure de l'application de celle-ci une entente qu'il désigne;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la Société de développement économique de la région sherbrookoise de conclure des ententes avec le Bureau fédéral de développement fédéral (Québec) relativement au sujet ci-dessus mentionné;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et du ministre des Affaires municipales:

QUE les ententes à intervenir entre la Société de développement économique de la région sherbrookoise et le Bureau fédéral de développement régional (Québec) qui prévoient le versement d'une subvention totale de 66 000 \$ pour l'implantation d'un processus d'amélioration continu (ISO 9000) et dont les textes seront substantiellement conformes à ceux joints à la recommandation ministérielle du présent décret, soient exclues de l'application de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26191

Gouvernement du Québec

### **Décret 1056-96, 28 août 1996**

CONCERNANT la rémunération et le remboursement des dépenses des membres des comités formés par la Société de développement des entreprises culturelles

ATTENDU QUE la Société de développement des entreprises culturelles est une personne morale instituée par la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles (1994, c. 21);

ATTENDU QUE le paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 24 de cette loi prévoit que la Société de développement des entreprises culturelles peut former des comités chargés d'apprécier les demandes soumises dans le cadre des programmes d'aide visés à l'article 20 de la présente loi;

ATTENDU QUE le même article prévoit à son troisième alinéa que le gouvernement détermine la rémunération des membres de ces comités et le remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer cette rémunération et ce remboursement de dépenses;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications:

QUE les membres des comités formés par la Société de développement des entreprises culturelles, en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 24, reçoivent des honoraires de 200 \$ par journée ou 100 \$ par demi-journée de travail;

QUE ces membres reçoivent des honoraires de 100 \$ par journée de lecture des dossiers;

QUE, pour les frais de voyage occasionnés dans l'exercice de leurs fonctions, les membres de ces comités soient remboursés selon la directive 7-74 concernant les règles sur les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

26192

Gouvernement du Québec

### **Décret 1057-96, 28 août 1996**

CONCERNANT la nomination d'un membre du comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., c. C-60), un comité catholique et un comité protestant du Conseil, composés chacun de quinze membres, sont institués;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de cette loi, le comité catholique est composé d'un nombre égal de représentants des autorités religieuses catholiques, des parents et des éducateurs, que les représentants des parents et des éducateurs sont nommés par le gouvernement sur la recommandation du Conseil qui consulte au préalable les associations ou organisations les plus représentatives de parents et d'éducateurs et obtient l'agrément de l'assemblée des évêques et que la recommandation du Conseil doit y avoir été agréée par la majorité de ses membres de foi catholique;